

Unité départementale du Littoral
rue du pont de pierre
CS60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 21/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRB

7 rue de La Neuville
62152 Nesles

Références : TRB_Nesles_RAPVI_0007000925_14022024

Code AIOT : 0007000925

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/02/2024 dans l'établissement TRB implanté 7, rue de La Neuville 62152 Nesles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/08/2023, dont le thème est l'état des stocks.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRB
- 7, rue de La Neuville 62152 Nesles
- Code AIOT : 0007000925
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

TRB a développé une large gamme de produits réfractaires performants adaptés aux besoins des industriels. Ces produits sont formulés à partir de matériaux silico-alumineux et autres composés spéciaux (SIC, graphite, Zircon, etc.).source trb

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques
- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	APMD	AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a su modifier et compléter son état des stocks des produits combustibles afin que celui-ci soit facilement accessible et exploitable.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Généralités sur l'état des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté un état des stock détaillé des matières premières combustibles. L'état des stocks est mis à jour toutes les semaines. Les quantités sont toutes exprimées en tonnes. Le registre comprend désormais la catégorie déchets combustibles. La quantité de déchets exprimée correspond à la quantité maximale pouvant être stockée sur site. Une formation a été dispensée aux chefs d'équipes et au personnel d'astreinte pour l'accès à l'information (procédure accessibilité aux stocks combustibles). Un plan des stockages, mis à jour le 14/02/2024 permet de localiser les matières combustibles sur le site. Deux audits annuels sont mis en place afin de recalibrer les inventaires informatiques et physiques. L'état des stocks est disponible en tout temps, sur site et hors site, via le réseau informatique, sur PC et téléphones.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, FDS
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les FDS sont disponibles et accessibles sur l'ensemble du site, notamment via le réseau informatique interne.</p> <p>Une matière dangereuse est sélectionnée dans l'état des stocks, par l'inspection (Résine Novalac MPL0010068). Il s'agit d'une résine (liant réfractère), stockée en cuve de 45m3. L'état des sock indique la présence de 29t de produits. Lors de la visite, un dépotage est en cours.</p> <p>Une première FDS est présentée à l'inspection, il s'agit du produit "Prefere 88 5912R4, l'exploitant indique qu'il s'agit du même produit, d'un fournisseur différent, référencé sous le même nom et la même ligne de stock car identique et stocké dans la même cuve.</p> <p>La seconde FDS est présentée (Résine Novalak - , nom commercial Bakelite PF R-08.93.59)</p> <p>Les FDS sont comparées, il s'agit des mêmes substances (mélange résine phenol-formaldéhyde) aux n° CAS identiques et même pourcentage de substance active.</p> <p>La FDS présentée pour la Bakelite PF R-08.93.59 a une date de révision au 24/04/2022 et une mention de danger : H302</p> <p>La FDS présentée du Prefere 88 5912R4 a une date de révision au 25/03/2021 et deux mentions de danger : H302 et H373</p> <p>Sur site, les deux mentions de dangers sont présentes sur la signalétique apposée sur la cuve.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant interrogera ses fournisseurs concernant des mentions de danger différentes sur deux produits identiques. Il informera l'inspection de ses investigations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : APMD

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée : La société TRB, qui exploite une unité de fabrication de béton réfractaire et de masses de bouchage, 7 rue de Neuville à NESLES, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 49 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 dans un délai de trois mois à compter de la</p>

notification du présent arrêté.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 27 mars 2023, l'état des stocks des matières combustibles n'était pas immédiatement disponible, de plus il était incomplet car les déchets n'y apparaissaient pas. La visite du 14 février 2024 (point de contrôle n°1) a montré que l'exploitant avait bien intégré le caractère complet et immédiat de son état des stocks.</p> <p>La prescription de la mise en demeure est désormais respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure